

Note

« Commentaires en marge du projet d'atlas historique du Canada »

Serge Courville

Cahiers de géographie du Québec, vol. 24, n° 62, 1980, p. 337-343.

Pour citer cette note, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/021477ar>

DOI: 10.7202/021477ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

COMMENTAIRES EN MARGE DU PROJET D'ATLAS HISTORIQUE DU CANADA

par

Serge COURVILLE

*Chargé de cours à l'Université Laval;
Responsable du Service de l'éducation au
ministère de l'Environnement du Québec*

À l'instar de plusieurs pays, le Canada aura son atlas historique. Telle était du moins la décision du Conseil national de recherche en sciences humaines qui consentait, en mars 1979, un budget de 3,5\$ millions à sa réalisation¹.

Le projet en est un d'envergure. Il réunit, d'un bout à l'autre du pays, des spécialistes de vingt-quatre universités différentes, qui ambitionnent de cartographier, dans une perspective multidisciplinaire, l'expérience historique du Canada depuis la préhistoire jusqu'au début des années 1950. Le tout en 6 ans, de 1979 à 1985.

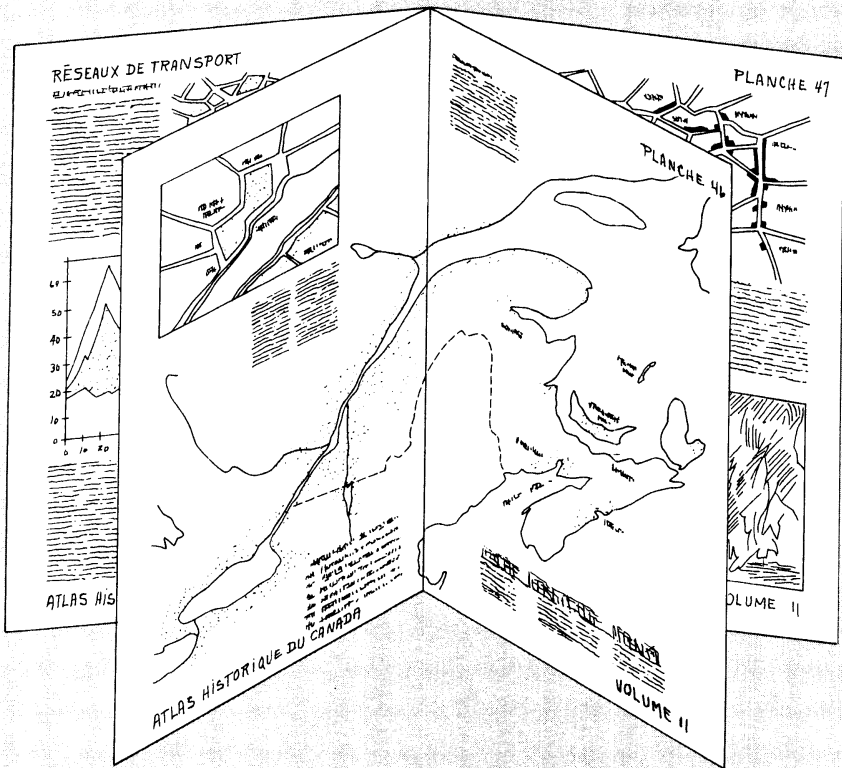
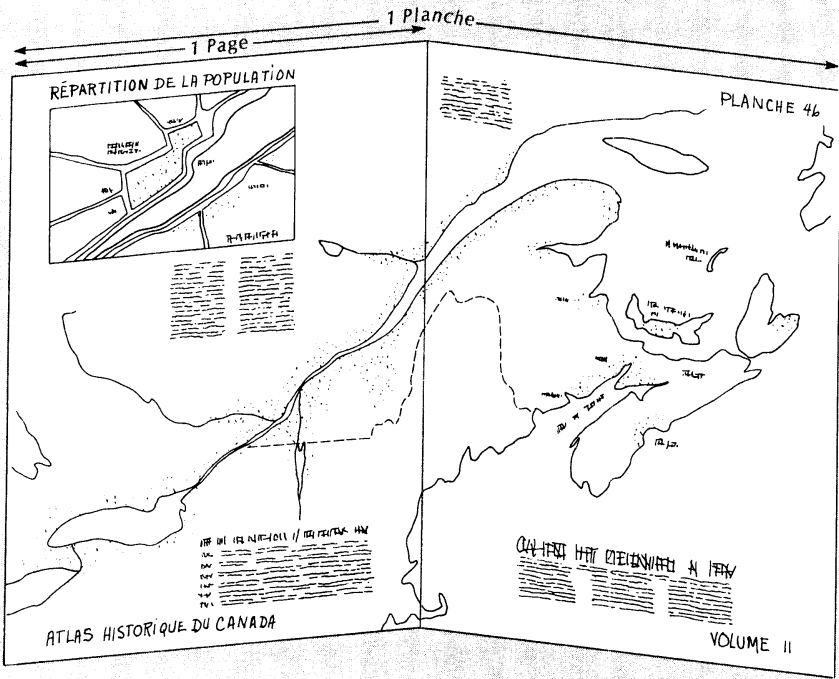
Le produit attendu se veut un instrument de travail de très grande qualité, pouvant aussi bien servir les fins de la recherche que celles de l'enseignement et de l'information publique en général. Il comprendra trois volumes, réalisés chacun sous l'autorité d'un éditeur (vol. 1 : Dr R.C. Harris; vol. 2 : Dr R.L. Gentilcore, vol. 3 : Dr D.P. Kerr), supervisé par un coordonnateur (Dr J. Warkentin) et un directeur général de l'édition (Dr W.G. Dean). Chaque volume comprendra 70 planches étalées sur deux pages pouvant contenir jusqu'à six cartes différentes, assorties de dessins anciens, de graphiques et de diagrammes (figure 1). Quant à la responsabilité cartographique de l'édition, elle est confiée au Département de géographie de l'Université de Toronto, sous l'autorité d'un coordonnateur (G.J. Matthews), qui doit voir à uniformiser la présentation des données fournies par chaque chercheur².

LE PROJET, SON ORIGINALITÉ

Tel que conçu, l'atlas se présentera comme une réponse particulièrement originale aux besoins maintes fois exprimés par les milieux de recherche et d'enseignement en sciences humaines. On veut y rompre en effet avec la longue tradition des recueils de cartes anciennes pour réaliser un outil synthèse, qui ne soit pas seulement un portrait de l'histoire canadienne, mais l'expression même du dynamisme spatial, économique, social, politique et culturel qu'a connu le Canada à travers le temps.

On veut surtout faire le point sur les connaissances acquises en histoire canadienne et susciter la recherche dans les domaines moins connus de cette histoire. En un mot, réaliser un ouvrage qui servira de mémoire et de modèle aux générations à venir.

Une telle orientation ne va pas sans poser d'importants problèmes d'ordres conceptuel et méthodologique, que les promoteurs du projet ont voulu solutionner par une ap-



proche multidisciplinaire et un développement par thèmes, orientant ainsi le choix des cartes et leur présentation matérielle.

UNE APPROCHE MULTIDISCIPLINAIRE

À une époque où les études sectorielles cèdent de plus en plus le pas aux recherches intégrées, il est prometteur de constater à quel point les auteurs du projet ont voulu se dégager du mythe de l'historien seul spécialiste de la cartographie historique pour mettre à profit les compétences de tous ceux qui se préoccupent d'étudier l'homme, que ce soit en géographie, en histoire, en anthropologie, en démographie, en économie, en sociologie ou en sciences politiques.

Le défi toutefois est de taille, car on a souvent tendance à considérer le travail multidisciplinaire comme une simple juxtaposition de points de vue, alors que celui-ci au contraire doit être l'expression d'une approche méthodologique nouvelle, capable de fournir une interprétation intégrée, pour ne pas dire « systémique », des faits et des événements qui ont fait l'histoire d'un état ou d'une nation. On peut donc se demander jusqu'à quel point les diverses équipes de spécialistes réussiront à marier leurs préoccupations ? Jusqu'à quel point parviendront-elles à produire de véritables cartes intégrées, capables d'exprimer les liens entre les différentes catégories de faits et d'événements qui ont été à l'origine du développement canadien ?

C'est là, peut-être, le sens véritable du problème que pose la réalisation de l'atlas. Car si l'on veut que le produit soit véritablement multidisciplinaire, il faudra aller au-delà d'une simple juxtaposition de points de vue pour poser le principe d'une approche intégrée permettant d'illustrer le processus de développement qu'a connu l'ensemble canadien.

L'option peut paraître exigeante à première vue, mais elle est essentielle pour assurer une mise en forme valable des diverses interrelations qui ont été à l'origine de la conquête et de la mise en valeur du sol au Canada : interrelations entre pression démographique, développements technologiques, disponibilités naturelles, visions politiques du développement, etc.

Le choix des promoteurs à ce niveau a été de considérer le problème dans son ensemble et de proposer un cadre général d'organisation de l'atlas à l'intérieur duquel il pouvait être possible de tenir compte à la fois des exigences posées pour la compréhension des faits en tant que tels et de celles qu'allait poser nécessairement la mise en rapport des faits entre eux.

Ce cadre propose de considérer chaque période à l'étude comme une unité complète en soi, de la développer grâce à un ensemble de cartes thématiques appropriées et de la terminer par une carte synthèse de l'état du développement à la fin de la période considérée, cette carte devant servir d'introduction à l'étude de la période suivante. On n'a donc pas voulu éliminer la carte thématique, elle a ses vertus notamment celle de bien exprimer chacune des variables à l'étude, mais la considérer comme un outil préparatoire à la compréhension d'une vision plus globale du dynamisme canadien.

Cette approche est assez habile en soi. Elle présente l'avantage de synthétiser le développement de la période étudiée, tout en préparant l'étude de la période suivante. Surtout, elle fait oeuvre éducative, en permettant à l'utilisateur de comprendre le jeu de forces qui a été à l'origine de ce développement. Le souhait, dès lors, que l'on peut formuler à ce sujet, serait de soigner la présentation de cette carte de fin de période, en

n'hésitant pas à l'enrichir de diagrammes, de graphiques et de textes-synthèse rappelant chacune des données des cartes thématiques précédentes, car c'est d'elle, en définitive, que viendra la compréhension de l'ensemble.

UNE GRANDE SOUPLESSE D'ANALYSE

Une autre qualité du projet réside dans les possibilités qu'offre l'atlas de s'ouvrir à divers types d'analyse. Celui-ci ne veut pas être, en effet, un miroir ou un « théâtre » statique du monde, selon l'expression chère au XVI^e siècle, mais un outil de compréhension dynamique du *processus de changement* qu'a connu le Canada. Méthodologiquement l'option est captivante, parce qu'elle permet d'aller au-delà de la simple reconstitution des géographies du passé (Kreshmer, 1904; Hettner, 1927) pour s'intéresser à l'étude des paysages culturels (Sauer, 1925) et surtout s'ouvrir aux possibilités qu'offre l'interprétation génétique (Mitchell, 1954, Clark, 1960), intégrant ainsi les trois principales démarches de la géographie historique.

Il peut être intéressant, en effet, de retracer la géographie du pays à telle ou telle époque, mais il peut être aussi intéressant de retracer l'évolution des éléments-clés de cette géographie dans le temps, ne serait-ce que pour montrer les conséquences du maintien de telle ou telle forme d'organisation de l'espace sur les développements futurs.

C'est l'exemple classique du rang québécois : apparu au XVII^e siècle pour permettre la conquête et la mise en valeur du sol, il est devenu, avec la révolution technologique du XX^e siècle, un facteur d'inertie pour le développement rural, mais un facteur-clé du développement de la morphologie péri-urbaine. Comment les différentes équipes de production aborderont-elles le sujet ? Uniquement sous l'angle spatial ? Dans le cadre exclusif d'un volume ? Ou encore en fonction de ses incidences économiques et sociales, notamment aux XIX^e et XX^e siècles, donc dans le cadre des trois volumes ?

Autant de questions auxquelles il faudra répondre, car le problème n'est pas seulement d'ordre scientifique, mais aussi d'ordre pédagogique. Comment faire comprendre en effet au lecteur, surtout au lecteur non initié, qu'un changement de contexte ne se traduit pas nécessairement par une modification profonde des structures ? Mais qu'au contraire, celles-ci ont même tendance à se perpétuer dans le temps, condamnant ainsi une orientation de développement qui aurait pu être plus en accord avec l'évolution générale des pays industrialisés ? C'est là, en tout cas, un sujet important de réflexion, qui conduit à s'interroger plus particulièrement sur l'agencement même de l'atlas.

LA STRUCTURE INTERNE DE L'ATLAS

Dans sa conception initiale, le projet prévoit une division de l'atlas en trois volumes, fondée à la fois sur des considérations d'ordre chronologique, démographique et technologique. Le volume I couvre la période comprise entre 10 000 ans avant Jésus-Christ et la toute fin du XVIII^e siècle (1780), c'est-à-dire jusqu'à l'arrivée des Loyalistes et des Britanniques au lendemain de l'Indépendance américaine. Le volume II va de 1780 à 1881, c'est-à-dire depuis ce vaste mouvement migratoire jusqu'à la construction du chemin de fer vers l'ouest. Quant au volume III, il s'amorce avec les grandes migrations vers les prairies pour se terminer en 1951, date à partir de laquelle l'État intervient de plus en plus massivement dans la vie du citoyen.

D'un point de vue strictement organisationnel, on peut dire qu'une telle division de l'atlas est fonctionnelle, en ce sens qu'elle permet de mettre l'accent sur les pulsations majeures du développement canadien. On peut se demander toutefois si l'on ne sacrifie

pas un peu la fonction interprétative de l'ouvrage au profit d'une fonction plutôt descriptive des faits et des événements qui ont été à l'origine du Canada actuel ?

Il n'est pas faux évidemment de prétendre que le début des grandes périodes de développement au Canada coïncide avec les grandes migrations (1781... 1881...). C'est là une façon d'interpréter le développement canadien, sans doute la plus concrète et la plus accessible au public. Mais il y en aurait eu d'autres, en choisissant, par exemple, de structurer l'atlas autour de la notion d'« ère technologique dominante » (paléotechnique, éotechnique, néotechnique, post-néotechnique) ou encore de « contexte de civilisation » (amérindienne, rurale, industrielle, post-industrielle). On aurait pu ainsi dégager un principe conducteur particulièrement intéressant pour la présentation du développement canadien, mais surtout pour la compréhension des phénomènes de superposition et de chevauchement qui caractérisent les organisations spatiales du Canada actuel.

Il est bien évident qu'à ce stade-ci du projet opter pour l'une ou l'autre de ces divisions supposerait un nouvel agencement de l'atlas et aussi le choix d'une nouvelle date comme date terminale d'analyse du développement canadien, l'année 1951 étant généralement reconnue comme charnière de développement, notamment au Québec. Nous ne croyons pas qu'il faille en arriver là, d'une part parce que l'agencement actuel de l'atlas peut très bien s'ouvrir à de telles préoccupations, ne serait-ce que par un texte explicatif approprié, d'autre part parce que l'histoire a besoin d'un recul suffisant dans le temps pour fournir une interprétation valable des faits, surtout quand on veut dégager l'exercice de toute contrainte idéologique.

Il n'en demeure pas moins cependant que dans une perspective éducative le choix de 1951 pose problème. Non pas tant pour le chercheur spécialisé, qui est capable de faire les liens entre le développement actuel et les développements antérieurs, mais pour le lecteur non spécialisé, qui a besoin, pour comprendre le poids historique de certains facteurs, d'une sorte de vision finale et globale du développement canadien, c'est-à-dire tel qu'il apparaît actuellement. C'est pourquoi il y aurait peut-être lieu de terminer l'atlas avec une planche de conclusion fournissant des indications générales sur les grandes tendances du développement canadien depuis l'après-guerre : croissance urbaine, déplacement de la population et des centres de décision vers l'ouest, création de nouveaux axes de communication, exploration nouvelle du Nord, etc. Il suffirait en somme de quelques informations supplémentaires, qui permettraient de faire comprendre au public non spécialisé que le développement actuel du Canada s'inscrit dans une longue succession de développements présentant la particularité de s'être engendrés les uns aux autres, depuis le tout début de la colonisation jusqu'à nos jours. L'exercice ne serait pas onéreux puisque les choix cartographiques du projet s'inspirent de principes qui veulent précisément permettre ce type de compréhension. Reste à savoir si ces choix correspondent bien aux attentes de l'utilisateur.

LES CHOIX CARTOGRAPHIQUES

Il est toujours délicat de tenter de définir à priori les attentes de l'utilisateur face à un atlas, historique ou non. L'expérience aidant, on peut dire néanmoins que celui-ci recherche, en général, trois choses : 1) des cartes dynamiques, simples à lire et à comprendre, 2) des cartes qui, tout en s'attardant à l'étude d'un sujet en particulier, s'inscrivent dans une logique de présentation non moins simple à saisir, et enfin 3) des cartes qui permettent non seulement de faire le point sur un événement ou une évolution, mais également de poser des questions ou encore de fournir une réponse à une interrogation que l'on peut avoir face à tel événement ou à telle évolution.

Que propose l'atlas ? Plus de 200 cartes originales, regroupées en trois volumes et présentées selon une thématique en cinq volets illustrant successivement les faits de conquête du sol, l'évolution de la population, le dynamisme économique, la croissance urbaine et enfin l'évolution politique et sociale.

Le seul choix de ces thèmes traduit bien le souci qu'ont eu les auteurs de donner une consistance particulière à l'ensemble. On n'a pas voulu, par exemple, se limiter aux aspects politiques du développement canadien, pas plus qu'on a voulu se limiter à ses aspects économiques. On a plutôt cherché à s'ouvrir à toutes les variables susceptibles d'expliquer le processus de développement qu'a connu le Canada depuis plus de trois siècles.

C'est surtout à cause de cette envergure donnée au projet qu'on peut dire que les thèmes retenus paraissent particulièrement bien choisis. En plus de donner son sens profond à l'atlas, ils permettent une couverture suffisamment large de l'histoire pour assurer une bonne compréhension des forces qui ont été à l'origine du Canada actuel.

Quant aux cartes, il faudrait distinguer ici entre leur présentation matérielle, telle que proposée dans le projet, et leur contenu, défini par les sujets qu'elles seront appelées à traiter.

La présentation matérielle des cartes se veut en soi une innovation. Elle semble devoir l'être et, qui plus est, elle pourra vraisemblablement bien répondre aux attentes de l'utilisateur. On a souvent tendance en effet, dans les atlas, à reproduire des cartes déjà existantes ou à utiliser un fond de carte standardisé, le plus souvent topographique, pour illustrer le contenu du sujet abordé. Il en résulte parfois une planche terne, trop chargée, où l'objet d'étude se noie dans quantité de détails et de couleurs inutiles. L'option retenue est tout autre : on veut produire une cartographie simple et semi-abstraite, où ne paraîtra que l'information pertinente au sujet traité.

Là où l'analyse se corse toutefois, c'est lorsqu'on tente d'apprécier le contenu des cartes. L'exercice, de fait, est extrêmement délicat, car les seules données disponibles sur le sujet proviennent de la brève description qu'en ont faite les éditeurs dans le plan de travail qui a servi de cadre à l'élaboration du projet. Comme ce plan est sujet à changements périodiques, c'est dire la difficulté qu'il y a de l'utiliser comme base de référence pour juger de ce que sera l'atlas une fois celui-ci terminé.

Deux impressions pourtant se dégagent de cette littérature. La première est à l'effet que l'atlas semble délaisser, par moments, l'étude de certaines régions au profit d'une vision pan-canadienne du développement, laissant ainsi pour compte l'analyse de certains problèmes particuliers de développement intéressant une région donnée, la seconde, que les équipes de production semblent partagées entre deux options méthodologiques, la description des faits l'emportant de loin sur leur explication.

À vrai dire, la tâche n'est pas facile. Compte tenu de la nature même du projet, tout ne peut être abordé, il faut donc s'attendre à ce que certains sujets, particuliers à une région, ne soient pas développés. De la même manière, puisque la recherche dans certains domaines est encore embryonnaire, mieux vaut décrire les phénomènes plutôt que de tenter des explications hasardeuses, qui risqueraient d'enlever sa crédibilité à l'atlas.

Là où ces choix posent un problème cependant, c'est lorsque l'omission de certains sujets risque de compromettre la compréhension d'ensemble des développements qu'a pu connaître une région. C'est le cas notamment du Québec où l'on omet de signaler, par exemple, le rôle qu'ont pu jouer les Cent-Associés dans l'établissement de la

colonie. Sachant qu'ils ont été à l'origine du « pattern » de division du sol dans la vallée du Saint-Laurent, une telle omission étonne, d'autant plus qu'on dispose d'informations pertinentes sur le sujet. La même remarque s'applique également à la crise agricole du XIX^e siècle : dans l'état actuel du projet, elle ne doit faire l'objet d'aucune présentation particulière, alors que si elle était étudiée à la lumière des indications récentes de la recherche, elle pourrait donner lieu à d'intéressantes observations sur l'évolution de l'agriculture à l'époque. Il en va de même, enfin, des analyses qui seront faites de la croissance urbaine au Québec : elles ne doivent faire l'objet d'aucune étude préalable du réseau des villages au XIX^e siècle. Considérant que ce réseau deviendra une structure d'accueil pour l'industrialisation des années 1870-1950, il pourrait être intéressant de le présenter, ne serait-ce que pour mieux faire comprendre la répartition des industries au Québec et l'influence qu'elles exerceront sur la croissance de la population urbaine.

Bref, on se retrouve bien ici au coeur du dilemme qui sous-tend le projet. Entre deux solutions, qui consistent soit à tout aborder en grossissant démesurément l'ouvrage, soit à sélectionner les sujets à traiter en fonction de leur intérêt pour l'ensemble plutôt que pour une région donnée, on a choisi la seconde, mais en reportant la responsabilité au niveau même des équipes de production.

En un sens, l'approche est pratique, puisqu'il revient à l'équipe de décider de l'orientation à donner au contenu cartographique. Mais elle est exigeante, car elle suppose une parfaite connaissance des questions à traiter et surtout, des contacts suivis entre les différentes équipes, ce qui n'est pas chose facile compte tenu de la distance géographique qui les sépare. C'est, en tout cas, de la créativité et du dynamisme dont elles feront preuve que viendra le qualificatif d'innovateur que l'on a bien voulu donner au projet.

CONCLUSION

Le projet d'atlas historique du Canada compte sans doute parmi les plus grandes aventures de recherche qui aient vu le jour en sciences humaines au Canada. Par ses orientations et les choix qu'il suppose, il est susceptible d'encourager non seulement l'amélioration des connaissances en histoire canadienne, mais également la découverte de nouveaux concepts cartographiques, dont pourront bénéficier tous ceux qui tenteront de nouveau l'aventure, mais à l'échelle cette fois de leur propre territoire. C'est en ce sens surtout qu'il intéresse le géographe, qui peut espérer trouver là de nouveaux thèmes d'étude ainsi que de nouvelles avenues pour la cartographie des organisations spatiales anciennes.

NOTES

¹ Ce commentaire reprend en partie la conférence prononcée par l'auteur à l'occasion de la présentation faite du projet au « Congrès des Sociétés Savantes du Canada » (UQUAM, juin 1980).

² L'information relative au projet est disponible dans plusieurs publications, dont l'*Historical Atlas of Canada, Project Handbook*, le *Historical Atlas of Canada Journal/Journal de l'Atlas historique du Canada* et les *News Circular*. Le premier de ces documents présente une synthèse administrative du projet, réalisée à l'intention des éditeurs et des chercheurs qui participent aux travaux, les deux autres sont des périodiques destinés au public et aux équipes de production afin de les informer de l'état d'avancement des travaux. Il est possible d'en obtenir une copie au siège administratif de l'H.A.P., au Département de géographie de l'Université de Toronto, Sidney Smith Hall, 100 rue St-George Street, Toronto, Ontario, Canada, M5S 1A1, (416) 978-4669.